

Migrations et globalisation

Eric DECARRO (20.1.2006)

(intervention lors des Etats généraux de l'asile et de la migration, Berne, 17-18 décembre 2005)

1. Les migrations massives de personnes qu'on observe désormais à l'échelle mondiale ont pour cause déterminante le développement inégal, l'inégalité de richesses et d'opportunités de travail entre pays, continents et régions du monde. Cette situation génère tensions, conflits ou guerres, eux-aussi à l'origine de mouvements de populations qui fuient les zones de combat - ou les persécutions - et demandent protection et asile.

Dans le cadre de la globalisation néo-libérale et du capitalisme à dominante financière qui s'est imposé depuis les années 80, ces inégalités se sont aggravées, non seulement entre pays du Nord et du Sud (ou de l'Est), mais aussi à l'intérieur de chaque pays, y compris dans les pays dits "riches", c'est la fameuse "*fracture sociale*".

On est ainsi passé d'un capitalisme industriel qui tendait - principalement dans les pays industrialisés - à intégrer les salariés dans l'activité productive, augmentant ainsi le nombre de salariés qu'il exploitait, et qui se souciait - tout au moins au niveau du discours - du développement des pays du Sud, à un capitalisme à dominante financière de plus en plus prédateur : ce dernier exploite certes toujours plus intensivement les salariés qu'il emploie, mais exclut de plus en plus de gens de l'activité productive et bouche toute perspective de développement dans les pays du Sud.

Ce capitalisme globalisé fait primer à tous les niveaux les critères de rentabilité financière et les mécanismes de marché purs et durs. La production a désormais pour unique but d'accumuler du capital financier et tend toujours plus à se découpler des besoins des populations. Il y a donc à la fois précarité et exclusion croissante des rapports de travail d'un côté, et besoins des populations - parfois vitaux - de moins en moins satisfaits de l'autre. Cette accumulation de capital tend à durcir les rapports d'exploitation des salariés et petits producteurs dans le monde entier, ainsi que les rapports entre pays du Nord et du Sud. Elle durcit aussi de toute évidence la concurrence entre capitaux, la lutte entre eux pour le profit, par conséquent la concurrence entre salarié-e-s pour l'emploi.

2. La domination des pays du Nord sur ceux du Sud s'exerce désormais par des mécanismes - notamment financiers - d'autant plus sûrs qu'ils sont impersonnels, et ne dépendent pas d'une domination politique directe comme dans la période coloniale; ces mécanismes systémiques sont évidemment garantis au niveau politique par les principales puissances mondiales, et par les institutions internationales (Fonds monétaire international, Banque mondiale, Organisation mondiale du commerce).

3. Le piège de la dette

Je vais mettre ici l'accent sur les mécanismes de la dette des pays du Sud et les mesures imposées à ces derniers par le FMI et la Banque Mondiale pour assurer le service de celle-ci.

- Dans les années 70, les économistes et les institutions internationales ont fait miroiter des perspectives de décollage économique et de développement industriel aux pays du Sud à travers la croissance de leurs exportations. Elles les ont donc incités à s'endetter pour financer la construction d'infrastructures et les installations nécessaires à ce développement. On parlait alors de "croissance tirée par les exportations".

- C'est pourquoi, lorsque les Etats-Unis ont brutalement relevé leurs taux d'intérêt, au début des années 80, de nombreux pays du tiers-monde ont été pris au piège de la "dette".

- Ils ont été contraints d'accepter les conditions posées par le Fonds monétaire international en échange de son "aide" pour surmonter la crise financière qui les frappait. Le FMI leur a ainsi imposé ses fameuses "politiques d'ajustement structurel", les soumettant à une cure d'austérité brutale.

4. Il faut encore relever que la dette a souvent été contractée par des particuliers, des investisseurs ou entrepreneurs privés du pays concerné. Ainsi, dans le cas de la crise financière asiatique de la fin des années 90, on a pu constater que des investissements à long terme effectués par des intérêts privés (dans l'immobilier en Thaïlande, dans le développement industriel en Corée du Sud) ont été financés par des emprunts à court terme contractés auprès de banques étrangères agissant comme prêteurs.

Le FMI, pour préserver les intérêts des prêteurs, a alors obligé les Etats concernés à reprendre les dettes privées, au lieu de laisser jouer - dans ce cas - les mécanismes du marché qui auraient évidemment provoqué la faillite des emprunteurs privés, mais aussi - et surtout - des pertes pour les prêteurs étrangers.

Le FMI a donc reporté sur l'ensemble de la population et sur les Etats concernés le poids de cette dette et de son remboursement.

5. Les politiques d'ajustement structurel imposées par le FMI se sont traduites par une paupérisation massive des populations des pays du Sud :

- imposition de politiques d'austérité drastiques aux Etats concernés, ce qui s'est traduit par des coupes claires dans les budgets d'éducation, de santé, du social, etc. Au Congo, par exemple, à la fin des années 90, le remboursement de la dette représentait 46 % du budget de l'Etat, tandis que l'éducation et la santé étaient tombées à 1 % chacune (contre 22,5 % entre les deux en 1970).

- licenciements massifs de fonctionnaires dans des pays où l'Etat représente souvent le plus gros employeur.

- suppression de subventions, notamment pour les biens de 1^{ère} nécessité qui ont souvent débouché sur des émeutes de la faim, notamment en Tunisie, au Maroc, en Zambie et en Algérie.

- privatisation d'entreprises d'Etat et baisses des salaires réels dans la fonction publique. On assiste ainsi à une évolution dans laquelle l'Etat des pays concernés tend à se détourner de ses responsabilités économiques et sociales pour s'orienter dans le sens du contrôle social et de politiques répressives à l'encontre des populations ainsi paupérisées, voire même de guerres civiles ou de guerres avec les voisins, conséquences de rapports économiques d'une telle violence.

- imposition de politiques monétaires restrictives aux pays endettés : dévaluations forcées de la monnaie nationale, renchérisant ainsi fortement le coût des importations de biens d'équipement, hausses massives des taux d'intérêt, restrictions de crédit. Toutes ces mesures ont ruiné nombre de petites entreprises locales et porté une grave atteinte à l'activité productive dans ces pays.

- imposition de mesures "d'ouverture" favorisant la pénétration dans ces pays de capitaux provenant des pays riches, ou la libéralisation des échanges de marchandises avec ces pays.

Tout cela a débouché sur une augmentation massive du chômage, un recul brutal de l'activité salariée, une paupérisation accélérée de la population (touchant en particulier les femmes et les enfants) et l'extension de l'économie informelle, une situation qui accompagne toujours les processus de paupérisation et la réduction du nombre des emplois salariés.

Tout cela a aussi étranglé le développement économique, car il est évident que la baisse massive de pouvoir d'achat de la population et la paupérisation de celle-ci ont retenti sur le marché interne, compromettant l'activité productive locale dans de nombreux secteurs.

6. Il faut bien voir que les mécanismes de la dette et les mesures imposées par le FMI ne visent nullement, fondamentalement, à résoudre les problèmes financiers des pays du Sud. Il ne s'agit pas de solder un prêt, mais d'entretenir un mécanisme.

C'est ainsi que les pays du Sud ont fourni d'énormes efforts financiers, ils ont consenti d'énormes sacrifices pour rembourser leur "dette"; ils l'ont déjà remboursée au multiple mais celle-ci continue néanmoins de s'alourdir de jour en jour.

Ces mécanismes de la dette - totalement usuraires et parasites - contribuent ainsi année après année à rentabiliser le capital financier, au détriment du développement de ces pays et des conditions de vie de la plus grande partie de leur population. Il faut signaler, par contre, qu'une minorité de la population de ces pays profite de son intégration dans cette globalisation néo-libérale, notamment par le détournement des aides bilatérales, sa collaboration à l'exploitation des richesses du pays par les multinationales, des pratiques de corruption jusqu'aux plus hauts niveaux de l'Etat, voire même en profitant des mesures d'ajustement structurel (spéculation sur les devises lors des dévaluations forcées de la monnaie nationale).

7. Echange inégal, libéralisation des échanges : d'autres mécanismes - en particulier commerciaux - contribuent à boucher toute perspective de développement économique dans les pays du Sud et à aggraver la misère et les inégalités sociales dans ces pays.

Citons l'inégalité des termes de l'échange qui permet aux pays du Nord d'acheter les produits des pays du Sud - souvent des matières premières - au-dessous de leur valeur et de vendre leurs produits à haute valeur ajoutée (des machines et en général des biens d'équipement) au-dessus de leur valeur : ce mécanisme a été renforcé par les politiques des milieux dominants au niveau mondial visant à rendre l'offre en matières premières des pays du Sud surabondante par rapport à la demande, ce qui en déprime le prix sur le marché mondial.

On peut aussi mentionner les rapports de forces qui s'exercent sur le marché et permettent aux multinationales et aux intermédiaires commerciaux qui contrôlent le marché (ex. Nike qui sous-traite la production de ses articles dans un grand nombre de pays du Sud) de s'approprier la plus grande partie de la plus-value produite par les petits producteurs ou les salarié-e-s des entreprises locales; ces petits producteurs - éparpillés - et ces petites entreprises, même réunies en coopératives, sont incapables de résister aux rapports de forces mis en oeuvre par ces puissantes multinationales.

Ces dernières jouent d'ailleurs sur les différences entre niveaux des salaires pour maximiser leurs profits : elles produisent ainsi dans les pays à bas salaires (ou y sous-traitent leur production) et vendent ces marchandises dans les pays riches où le pouvoir d'achat des salarié-e-s est sensiblement plus élevé; ceci leur permet à la fois de vendre à des prix attractifs pour les consommateurs des pays riches et de réaliser des profits exceptionnels en jouant dans ce cas sur la très forte différence entre coûts de production et prix de vente.

8. On citera encore ici les politiques de l'OMC qui visent à libéraliser les échanges commerciaux : ces politiques, longtemps présentées comme un facteur de prospérité pour toutes et tous, menacent en fait très directement la survie des petits producteurs locaux incapables de rivaliser avec leurs concurrents, dont les entreprises à forte intensité de capital ont une productivité largement supérieure. Les exportations de l'agro-business des pays du Nord sont de plus fortement subventionnées à l'exportation par leurs Etats respectifs, qu'il s'agisse de l'Union Européenne ou des Etats-Unis.

On ne citera ici qu'un exemple, celui des éleveurs de poulets africains, dont les produits sont désormais concurrencés par les poulets surgelés provenant des pays de l'Union Européenne. Ces éleveurs sont ainsi éliminés du marché, sans compter les menaces qu'une telle évolution fait peser sur la santé publique dans des pays où la chaîne du froid connaît de fréquentes interruptions.

9. La situation des populations des pays du Sud, en particulier en Afrique, ne cesse ainsi de s'aggraver. Les nouvelles générations - qui représentent souvent la moitié de la population dans ces pays - sont privées de toute perspective d'avenir; elles sont dans la rue, le chômage touche la majorité de la population qui vit de plus en plus dans la précarité, les emplois salariés sont extrêmement rares et tendent de plus à diminuer et l'économie informelle s'étend. De plus, le continent africain est frappé par diverses maladies infectieuses dévastatrices, en particulier le sida qui décime les populations en âge de travailler et bouleverse toute la structure familiale.

Dans les pays d'Amérique du Sud, selon les économistes et sociologues que nous avons pu entendre à Porto Alegre, le nombre des salariés qui avait sensiblement progressé pendant les 30 années qui ont suivi la 2ème guerre mondiale, a désormais tendance à régresser, voire à chuter, tandis que ces économistes observent la résurgence de rapports esclavagistes et de servitude personnelle qu'on croyait désormais bannis et éliminés.

10. Voici donc les causes économiques - à mon sens déterminantes - des mouvements migratoires massifs auxquels on assiste actuellement. Ce sont des causes systémiques qui sont liées à l'avènement de ce capitalisme financier de plus en plus prédateur, parasitaire et destructeur qu'on connaît aujourd'hui dans le cadre de cette globalisation néo-libérale.

11. Il convient encore de signaler qu'à côté des conséquences les plus visibles de cette globalisation capitaliste, en termes de paupérisation des populations, il existe aussi des conséquences moins directes, à savoir les guerres que se livrent les élites de ces pays pour se faire leur place au soleil dans ce contexte, sans compter les tensions et conflits que provoquent dans ces sociétés les processus décrits, en particulier les mécanismes du marché qui consacrent à tous les niveaux la loi du plus fort.

On mentionnera aussi les guerres pour la domination stratégique et le contrôle du pétrole que conduisent aujourd'hui les Etats-Unis au Moyen-Orient, au nom de la lutte contre le terrorisme (Afghanistan, Irak), ou encore leur soutien à l'occupation de la Palestine par l'Etat d'Israël; ces guerres et politiques agressives déstabilisent des régions entières. On citera encore les guerres qui ont dévasté les Balkans dans les années 90 et déraciné des populations entières.

Ces guerres, tensions et conflits font de nombreuses victimes et provoquent des migrations forcées de populations qui fuient les zones de combat et cherchent un refuge, une protection, pour échapper à l'insécurité croissante que génèrent ces situations. Ces tensions et ces tendances à la domination et à la guerre ont de toute évidence des effets en retour dans les pays du Nord eux-mêmes, en termes de renforcement des politiques

sécuritaires et d'atteintes aux libertés individuelles et aux droits démocratiques fondamentaux. Suite aux attentats du 11 septembre 2001, ces logiques sécuritaires des Etats, avec leurs dispositifs répressifs et restrictifs, se sont ainsi fortement accentuées au nom de "la lutte contre le terrorisme"; elles ont aussi contribué à durcir partout les politiques envers les migrant-e-s et les réfugié-e-s.

12. Il faut d'ailleurs signaler - à ce propos - que contrairement à une opinion fort répandue, 60 % des migrations dans le monde sont des migrations entre pays du Sud, et non entre pays du Sud et pays du Nord. C'est ainsi, par exemple, que 17 millions d'africains ont migré d'un pays d'Afrique à un autre, contre 3 millions qui ont migré vers l'Europe.

13. Les migrations - et en particulier les migrations Sud-Nord - sont à mon avis indissociables de la globalisation néo-libérale. Dans cette période de libre circulation des marchandises des capitaux, des technologies, il est clair qu'il y aura de plus en plus de mouvements migratoires des êtres humains.

Qu'on le veuille ou non, tant que cette logique systémique dominera, elle continuera d'étrangler le développement des pays du Sud (ou de l'Est); c'est pourquoi des hommes et des femmes, dans un réflexe élémentaire de survie, n'hésiteront pas à braver tous les dangers pour tenter de gagner les pays où se concentrent les richesses et les opportunités de travail; et cela, au risque de tomber sous la coupe de réseaux de passeurs qui, parfois, les volent ou les exploitent, ou de réseaux mafieux qui se livrent au trafic des êtres humains, en particulier des femmes et des enfants, pour alimenter le marché de la prostitution.

14. On pourra donc fermer toutes les frontières que l'on veut dans le but de contrôler les flux migratoires,

- On pourra édifier comme maintenant des camps de détentions - et de sélection de la main-d'oeuvre - aux îles Canaries, au Sud de l'Espagne, et dans les îles du Sud de l'Italie (ces camps de refoulement sont organisés sur une base militaire et donc inaccessibles aux journalistes ou aux organisations de défense des droits humains, comme le sont les prisons secrètes américaines où sont détenus les présumés "terroristes"),

- On pourra construire de nouveaux camps, véritables camps de concentration, financés par l'Union Européenne, dans les pays de transit qui bordent le Sud de l'Europe pour tenter de contenir ces flux migratoires,

- On pourra, comme aux Etats-Unis construire un double mur de 1000 km de long pour empêcher le franchissement de la frontière par les migrants provenant des pays d'Amérique centrale ou du Sud, ou voter des lois considérant les migrant-e-s clandestins comme des délinquants,

les mouvements migratoires des populations se poursuivront néanmoins. On ne pourra pas arrêter l'immigration clandestine. Les migrant-e-s des pays ou continents pauvres continueront de tenter, au péril de leur vie, d'entrer dans les pays du Nord, Europe ou Etats-Unis.

Depuis 1992, on estime que 10.000 "boat people", les migrant-e-s les plus pauvres, ont péri en Méditerranée (des experts estiment ce chiffre fortement sous-estimé; de plus, selon eux, de nombreux migrant-e-s disparaissent dans le Sahara, sans laisser de traces). Malgré cela, on estime à 500.000 le nombre de personnes qui franchissent chaque année clandestinement et illégalement les frontières Sud de l'Europe.

Nous avons encore tous à l'esprit les images de ces migrants africains qui prennent d'assaut tous ensemble les grillages des enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla, au Maroc, pour tenter de prendre pied en Espagne.

15. Nous connaissons tous les mesures restrictives - souvent attentatoires aux droits humains - qui sont prises dans tous les pays à l'encontre du droit d'asile, le durcissement des politiques à l'égard des migrant-e-s et des réfugié-e-s et les expulsions des personnes sans papiers.

La Suisse n'est pas une exception. Des politiques répressives et des mesures restrictives sont prises partout en Europe, y compris par des pays qui avaient auparavant une image plutôt libérale dans ce domaine comme les Pays-Bas.

Partout, la répression contre les migrant-e-s s'accroît et se renforce. La collaboration des forces de police et de garde-frontières s'intensifie entre les pays dans ce domaine. Les migrant-e-s sont en effet par définition "expulsables".

16. Le nombre des travailleurs/euses sans papiers s'accroît partout; ils/elles sont soumis/es à des rapports de surexploitation de la part de patrons qui - le plus souvent - profitent de leur absence de statut légal pour les soumettre à des conditions de travail indécentes, et parfois à des rapports de dépendance personnelle (rapport Nord/Sud dans l'économie domestique).

L'hypocrisie des milieux dominants à ce sujet est totale, en Suisse comme dans d'autres pays : eux-aussi savent pertinemment que dans le cadre actuel ces flux migratoires se poursuivront : d'un côté, en effet, ils ferment les yeux sur la surexploitation des personnes sans statut légal par des patrons peu scrupuleux, de l'autre, ils répriment et expulsent les sans papiers lorsqu'ils sont contrôlés, pour l'exemple, pour les intimider et pour qu'ils se fassent "tout petits".

Non seulement ces milieux refusent catégoriquement toute idée de régularisation collective des personnes sans statut légal, mais ils entendent de plus supprimer tous les espaces permettant une régularisation individuelle (cf. en Suisse, la nouvelle loi sur les étrangers). Pourtant ces travailleurs/euses "sans papiers" contribuent indiscutablement par leur travail à la production de richesses dans ce pays, dans les branches où ils/elles sont employées (nettoyage, restauration, hôtellerie, construction, économie domestique).

Les milieux dominants durcissent ainsi toutes les lois et approuvent la création de camps aux frontières Sud de l'Europe. Cela ne les empêche pas de réduire l'aide au développement des pays du Sud, alors même qu'ils savent pertinemment là aussi, que le mal-développement - ou le non-développement - de ces pays et la misère que cela génère sont les causes essentielles de ces mouvements migratoires.

17. Dans tous les pays du Nord, on constate aujourd'hui dans la classe politique - mais aussi dans la population - la montée de tendances nationalistes. Des campagnes de stigmatisation des migrant-e-s sont régulièrement conduites par les forces nationalistes d'extrême-droite, soutenues désormais par la droite classique; celle-ci vient ainsi d'emboîter le pas à l'UDC et au conseiller fédéral Blocher en votant elle-aussi massivement les nouvelles lois sur l'asile et sur les étrangers qui portent atteinte aux droits humains les plus élémentaires. Pour ces milieux nationalistes, tous les migrant-e-s sont à priori suspects, coupables simplement d'être là où ils ne devraient pas; les immigré-e-s devraient se faire invisibles, ils devraient être relégués dans des ghettos, dans des banlieues, voire des camps de détention en vue de leur refoulement, alors même qu'ils n'ont commis d'autre délit que d'avoir franchi la frontière illégalement; on se souvient du texte intitulé "surpopulation étrangère" qu'a publié Max Frisch au moment des initiatives

Schwarzenbach : on voudrait que les migrant-e-s restent dans les usines, sur les chantiers, dans ces lieux on les y accepte à la rigueur, mais lorsqu'on les voit au milieu de nous, sur les terrains de sports, dans les lieux de loisirs ou de consommation, dans les villes ou village, cela choque.

Ces réactions nationalistes fondées sur la peur sont à mon sens le reflet des tendances et évolutions internes du système. C'est pourquoi, tant que nous n'élaborerons pas un projet de rupture avec ce système, un modèle alternatif au fonctionnement de cette société, nous serons démunis pour lutter contre ces atteintes aux droits, nous serons acculés à la défensive.

18. Ces campagnes nationalistes divisent gravement les salarié-e-s de ce pays, comme toutes celles qui se développent aujourd'hui dans les pays de l'Union Européenne.

Elles favorisent l'imposition par les milieux dominants de politiques de régression sociale et de précarisation des conditions de vie de tous les salariés, qu'ils soient suisses ou immigrés. La "préférence nationale", fonds de commerce de l'extrême-droite, débouche partout sur des attaques aux acquis sociaux de toutes et tous; on a encore pu le constater, il y a 2 ou 3 ans, lors de la campagne du conseiller fédéral Couchepin pour faire accepter la réduction du nombre d'indemnités journalières de chômage; pour parvenir à ses fins, il avait ainsi agité "la menace du tourisme social" qu'entraînerait le maintien des conditions d'indemnisation de chômage alors en vigueur, avec ce résultat que les conditions d'indemnisation de TOUS les chômeurs, suisses ou immigrés, ont été péjorées; ce nationalisme ambiant est ainsi venu percuter le social avec toute sa charge régressive.

Gageons que l'UDC va réactiver cet argument de "la menace du tourisme social" dans ses campagnes prioritaires pour 2006, à savoir économies budgétaires renforcées et réduction des dépenses sociales (assurance chômage, assurance invalidité, assistance sociale) au nom de "la responsabilité individuelle" et de la "lutte contre les abus".

Quant aux mesures de répression qui visent aujourd'hui les migrant-e-s, et spécialement les requérant-e-s d'asile et les personnes sans statut légal (zones d'exclusion, camps de détention, suppression de l'aide sociale, contrôles policiers systématiques, répression policière et discriminations), elles préfigurent les moyens qui pourraient être utilisés demain contre l'ensemble des travailleurs/euses pour imposer des politiques d'exclusion et de précarisation (ou contre les populations les plus précarisées, contre les pauvres, dès lors qu'ils pourraient se dresser contre les conditions qu'on veut leur imposer).

19. Ces tendances sont régressives et réactionnaires. Elles reflètent au niveau idéologique les tendances du système. Elles désignent des boucs émissaires dont elles font la cause de tous les maux et sur lesquels détourner le mécontentement et l'agressivité croissante que génère la violence des rapports sociaux dominants. On citera ici, dans la même veine, la vogue des idées développées par Samuel Huntington avec sa guerre des civilisations, essentiellement fondée sur la religion, qui tend à diviser et opposer de manière irréductible les populations entre elles sur cette base, niant ainsi les intérêts qui leur sont communs.

Mais le dernier exemple en date, c'est la résurgence du discours colonial en France (ou plutôt la réévaluation positive du rôle de la métropole durant la période coloniale), avec le texte d'une loi soumise à l'assemblée nationale qui "oblige l'éducation nationale à mettre en valeur le rôle positif de la présence française outre-mer".

Cela a été vécu comme un "négationnisme" en particulier par les habitants des Antilles françaises, dont les ancêtres ont subi l'esclavage; ces antillais français, tout comme les ressortissants de pays autrefois colonisés par la France qui résident en France ou les

enfants de ces immigrant-e-s, ressentent aujourd'hui une montée des positions et attitudes racistes à leur égard. Le mot "racaille", utilisé par Sarkozy à l'encontre des jeunes des banlieues, a ainsi été ressenti comme une insulte à l'égard du million de noirs antillais qui vivent en France, et sont souvent relégué-e-s dans les banlieues.

La dynamique du principe colonial s'appuie évidemment sur le postulat de la supériorité du colonisateur sur le colonisé, un discours empreint d'un contenu raciste.

On ne peut que mettre en relation cette résurgence nationaliste, chauvine et colonialiste avec le discours empreint de mépris et de racisme qui a été tenu à l'égard de la population (et particulièrement des jeunes) des banlieues françaises. Et ce n'est pas sans raison que Le Pen, en France, a pu se targuer d'une "lepénisation" croissante de la politique française.

20. En Suisse, il faut certes commencer par résister aux politiques xénophobes et racistes et lutter pour la solidarité entre suisses et immigré-e-s. Il faut certes dans l'immédiat exprimer dans les prochaines campagnes référendaires notre opposition aux lois inacceptables sur l'asile et sur les étrangers.

Mais nous devons aussi désigner la responsabilité fondamentale de ce système et de ses mécanismes dans les évolutions désastreuses actuelles.

Actuellement, deux tendances inverses - mais explosives - coexistent dans ce système, à savoir la délocalisation des emplois des pays du Nord vers les pays à bas salaires de l'Est ou du Sud dans une course au moins-disant au nom de la compétitivité et, dans le même temps, un afflux dans les pays dits "riches" de personnes provenant des pays du Sud et de l'Est à la recherche d'un travail, même précaire. Ces dernières, lorsqu'elles trouvent un travail, sont le plus souvent employées dans des secteurs à bas salaires non-délocalisables (nettoyage, restauration, hôtellerie, construction, économie domestique).

Ce système qui aggrave toutes les inégalités et dresse les populations les unes contre les autres, met en danger l'avenir même de l'humanité et mine jour après jour les droits sociaux et démocratiques des salarié-e-s et des populations. Il étouffe le développement des pays pauvres. C'est un système violent qui condamne des populations entières à mourir de faim alors que le niveau de productivité du travail atteint permettrait de nourrir chacun dans le monde. C'est un système qui oriente la production des pays du Sud en fonction des besoins de ceux qui ont de l'argent dans les pays riches, et sacrifie délibérément les besoins vitaux des populations.

Ce système est incapable de reconnaître que le travail est la source principale de richesses. Il le considère au contraire comme un coût qu'il faut impérativement réduire, comme une marchandise ordinaire qui doit être soumise aux rapports de marché purs et durs : la force de travail est abondante, elle doit donc être toujours meilleur marché.

Pour toutes ces raisons, il faudra travailler au niveau international à l'élaboration d'un modèle social alternatif. C'est la condition pour favoriser un réel développement des pays pauvres qui puisse offrir des perspectives sur place à leurs populations, pour favoriser des rapports d'échange et de coopération entre populations, qu'elles soient du Nord ou du Sud, et non de compétition et d'exclusion. C'est la condition pour que chacun - dans le pays où il réside - puisse exercer sa faculté de travail et se développer, et disposer de droits démocratiques et sociaux élargis. C'est aussi la condition pour lutter d'une manière offensive contre la xénophobie et le racisme dans nos pays respectifs et contre toutes les discriminations qui frappent les migrant-e-s, dans une perspective de solidarité entre "nationaux" et immigré-e-s.